



Pénurie de radio-isotopes : danger pour les patients ?

Si les discussions sur la sûreté nucléaire et les matériaux radioactifs font débat depuis plusieurs années, on oublie parfois que certains radio-isotopes sont également utilisés pour soigner des maladies. L'exemple type est le technétium-99, un radioélément massivement utilisé dans l'imagerie médicale pour les diagnostics en oncologie, neurologie, cardiologie, etc.

Dans le monde, seuls neuf réacteurs assurent actuellement sa fabrication. Or le réacteur Osiris se trouvant en France et fonctionnant depuis 1966, va être arrêté au plus tard le 31 décembre 2015, décision émanant du gouvernement français suivant la préconisation de l'Autorité de sûreté nucléaire. Par ailleurs, son remplacement ne devrait pas intervenir avant 2020. Ce réacteur assure actuellement environ 10% de la production mondiale de technétium-99. Un autre réacteur, canadien celui-là, le NRU, devra également fermer en 2016, tout comme le réacteur belge BR2 qui devra subir une longue période de maintenance de dix-huit mois.

Il y a donc, à court terme en tout cas, un sérieux risque de pénurie. A plusieurs reprises en 2007, 2008 et 2010, les médecins ont déjà dû travailler avec des quantités restreintes de technétium.

Si certaines alternatives existent, comme le recours au talium-201, l'iode-123 ou la tomographie par émission de positons, dans six indications majeures, le technétium-99 n'a pas de substitut, comme par exemple la détection du ganglion sentinelle avant un traitement chirurgical du cancer du sein, la recherche d'embolie pulmonaire chez la femme enceinte, la scintigraphie rénale et la plupart des scintigraphies chez l'enfant.

Au vu des conséquences graves qu'une pénurie pourrait avoir pour de nombreux patients qui ne pourraient plus bénéficier de ces examens, nous posons les questions suivantes au Gouvernement :

- 1) **Combien d'examens et de patients sont concernés par ce genre d'examens dans notre pays et dans notre canton ?**
- 2) **Comment le service de la santé, de concert avec l'HJU, évaluent-ils les risques de pénurie de technétium-99 ?**
- 3) **Le cas échéant, des alternatives sont-elles prévues et si oui, lesquelles ?**

Nous remercions le Gouvernement pour ses réponses.

Delémont, le 28 janvier 2015

Pour le groupe UDC
Damien Lachat